

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

MERCREDI 12 MARS 2014

N° 17.850

Un enjeu capital des élections municipales

Canne à sucre : toutes les communes concernées

Dans trois ans, c'est la fin du quota sucrier. Comment sera compensée la fin du prix garanti du sucre? A ce jour, aucune réponse n'a été donnée. Tous les maires qui seront élus d'ici la fin du mois auront à faire face aux conséquences de la fin du quota. Sont-ils prêts à se battre aux côtés des planteurs pour sauver l'essentiel?

Les élections municipales ont lieu dans un contexte particulier, celui de la fin du régime des quotas sucriers. Implantée depuis 200 ans à La Réunion, la canne à sucre a été à maintes reprises au cœur des batailles électorales. Mais en 2014, au moment décisif, cette question est manifestement sous-estimée alors que la situation n'a jamais été aussi grave. À La Réunion, le prix de la canne découle en grande partie de celui du sucre. Depuis le début du 20^e siècle, les producteurs de sucre réunionnais bénéficient d'un accès préférentiel au marché français puis européen. Avant la seconde guerre mondiale, cela s'appelait le contingent. La Réunion avait droit à un volume global qui devait ensuite être réparti entre les différentes sociétés sucrières. À cette époque, les usiniers détenaient aussi le pouvoir politique. Les élections étaient donc un moyen d'influer sur la répartition du contingent, et les batailles étaient quelques fois des affrontements meurtriers. Le contingent est devenu le quota. Avec l'intégration à l'Europe, La Réunion a droit aujourd'hui à un prix minimum garanti pour un quota de 300.000 tonnes de sucre. Il n'existe plus aujourd'hui qu'un seul usinier, c'est Téréos. La question n'est donc plus de savoir à qui va bénéficier le quota. Celle qui est posée aujourd'hui est encore plus grave. L'Union européenne a décidé de mettre fin au quota en 2017. Ce sera alors la fin du prix garanti dont la filière bénéficie depuis plus d'un siècle. Cette brutale remise en cause nourrit les interrogations: quel avenir pour les planteurs et la filière? Tout dépendra de la stratégie de l'usinier, c'est le point de vue de Dacian Ciolos, le Commissaire européen à l'Agriculture. Devant ce flou, les futurs maires seront en première ligne.

Bien plus qu'une usine

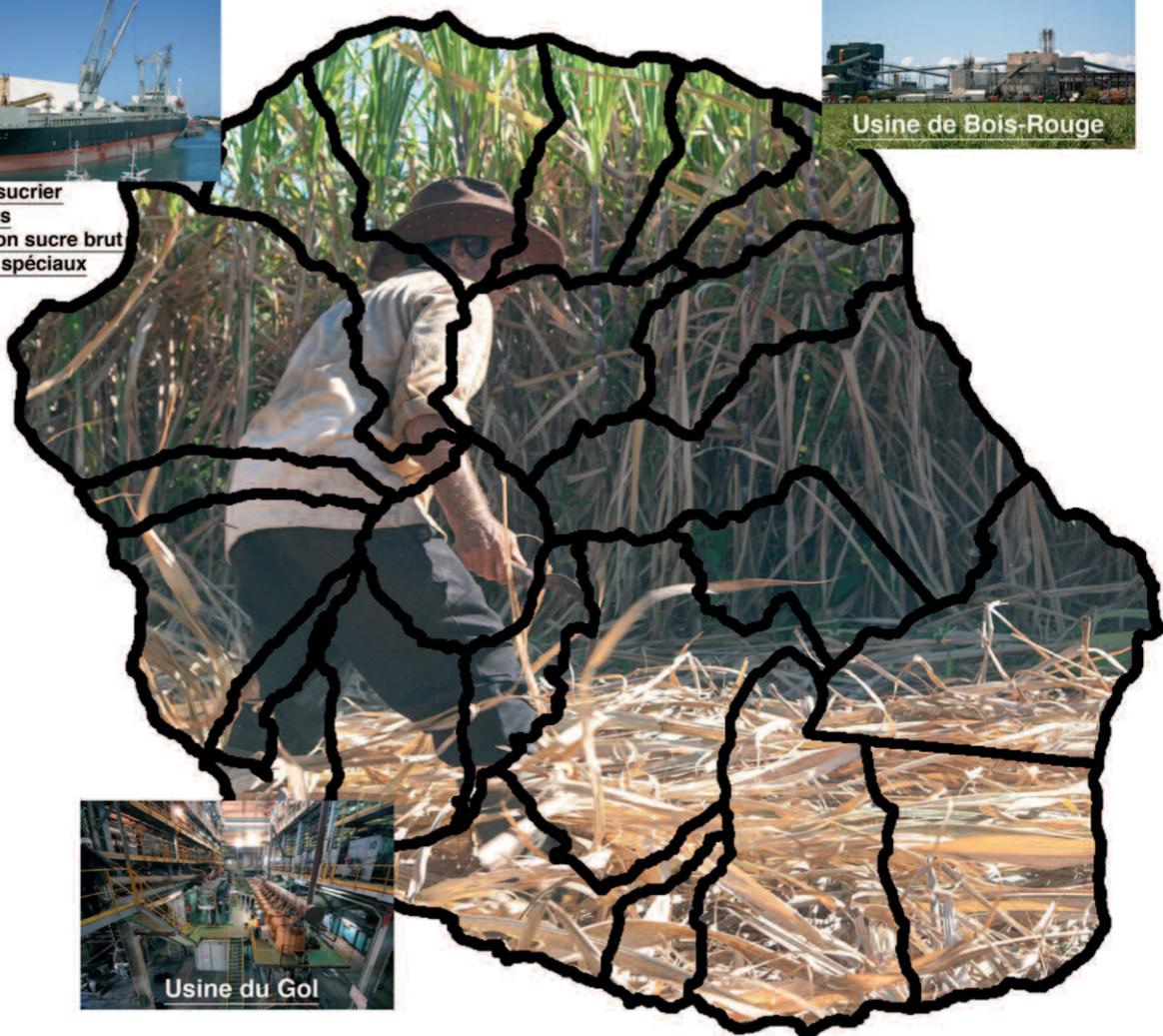
La filière canne, ce sont plus de 3.000 livreurs et plus de 10.000 emplois. C'est aussi la production d'une part impor-



Terminal sucrier
Raffineries
Exportation sucre brut
et sucres spéciaux



Usine de Bois-Rouge



Usine du Gol

tante de l'électricité à La Réunion. Des champs de canne à sucre existent dans toutes les communes sauf au Port. Mais c'est au Port qu'est implantée toute la structure d'exportation: silos, containers... Les deux dernières usines se situent à Saint-André et à Saint-Louis. Saint-Pierre, Saint-Paul et Saint-Benoît sont des citées regroupant le plus grand nombre de planteurs.

La Réunion a déjà vécu des crises dans l'agriculture. Celle de la vanille a sinistré l'Est. Celle du géranium a ruiné les hauts du Guillaume au Tampon. Mais la canne est bien plus répandue de toutes ces cultures.

Or, ce sujet est passé sous silence pendant la campagne électorale. Il n'a été abordé qu'une fois à une heure de grande écoute à la télévision, et pas directement. Lors du débat sur Sainte-Marie, Jean-Louis Lagourgue avait expliqué pourquoi les effectifs des employés communaux avaient augmenté de manière importante sous la mandature d'Axel Kichenin, son prédécesseur. C'était la conséquence de la fermeture de l'usine de la Mare, qui avait amené la Mairie de Sainte-Marie à participer au traitement social du chômage sous la forme d'embauches dans la commune. Mais cette fois, l'enjeu dépasse large-

ment une seule usine.

De plus, les conditions ne sont plus celles de l'époque de la fermeture de la Mare. Les collectivités ne sont pas épargnées par la crise. Les subventions de l'État diminuent et les besoins de service public augmentent. La population est toujours aussi pauvre, et toute augmentation des impôts est un drame. Il est donc clair que les communes ne peuvent plus embaucher pour atténuer l'impact d'une crise économique.

3 ans pour agir

Il ne reste que 3 ans pour se préparer, et ce cours délai n'est pas suffisant pour réaliser une restructuration complète de la filière face à la mise en concurrence avec

des pays comme le Brésil.

Il est possible de surmonter la fin du quota si les richesses de la canne à sucre sont réparties équitablement entre les planteurs et l'usinier, et si de nouveaux produits sont valorisés. Le potentiel est immense, mais le combat est à mener.

La responsabilité des futures équipes municipales est importante. Elles peuvent contribuer à gagner cette bataille en soutenant la lutte décisive des planteurs. Car si la crise venait à éclater, alors tous ces maires seraient en première ligne sans moyen pour faire face à une catastrophe sans précédent touchant une filière de plus de 10.000 emplois.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Le coût de la crise en Ukraine

Depuis le refus du gouvernement ukrainien de signer un accord d'association avec l'Union européenne, ce pays est dans l'instabilité. L'ancien président avait choisi de renforcer la coopération avec la Russie. C'est pourquoi il a signé un accord avec son voisin. La Russie s'était engagée à baisser le prix du gaz vendu à l'Ukraine, et à l'aider à régler ses problèmes financiers. C'est dans ce but que 15 milliards de dollars devaient être débloqués.

Mais le gouvernement qui a signé avec la Russie a été renversé par un coup d'Etat. Le nouveau pouvoir remet tout en cause. Sans attendre les prochaines élections prévues le 25 mai, il décide de se retourner vers l'Europe. L'Union européenne décide de soutenir cette démarche en annonçant que la signature d'un accord d'association est toujours possible, tout en alignant une aide de 11 milliards d'euros. C'est l'équivalent de l'engagement russe.

En Europe, l'attitude des dirigeants de l'UE ne manque pas de susciter des interrogations. En particulier du côté des peuples touchés par les plus graves politiques d'austérité. Ainsi en Grèce, l'Union européenne, la BCE et le FMI ont bien voulu renflouer les caisses, mais en échange de coupes drastiques dans les dépenses publiques: licenciements de milliers de fonctionnaires, baisse des retraites, privatisation des services publics rentables et remise en cause du droit du travail étaient notamment les conditions pour que l'Europe verse quelques milliards.

La Grèce est sous le coup des fameux "plans d'ajustement structurels" déployés dans les pays d'Afrique par le Fonds monétaire international. En échange de prêts, les pays doivent vendre au secteur privé leur patrimoine. Pour l'Ukraine, il suffira d'un accord avec le FMI pour que les premières tranches de l'aide soient débloquées. Il n'est donc pas question de faire subir à l'Ukraine le traitement réservé à la Grèce, de peur de retourner l'opinion favorable à l'intégration dans l'UE.

Si l'Europe poursuit dans cette voie, elle devra s'engager à débours des sommes colossales, car l'Ukraine est un pays de 40 millions d'habitants. Dans le contexte de crise actuelle, comment les Européens pourront-ils trouver tout cet argent? Si c'est cette voie qui est choisie par les dirigeants de l'Union européenne, alors tous les plans d'austérité iront en s'aggravant, car il faudra bien trouver des fonds pour l'Ukraine.

J.B.

Elections municipales à Sainte-Suzanne

Les jeunes s'engagent avec Maurice Gironcel

Marina, Quartier Français



«J'ai toujours baigné dans la sphère politique, mes parents, grands-parents ont toujours milité pour le Parti Communiste, aujourd'hui sur Sainte-Suzanne, Maurice Gironcel incarne parfaitement les valeurs que m'ont transmises ma famille.

Mon choix a toujours été de suivre l'Homme et ses convictions que je partage complètement. L'éducation, le développement, le travail pour les jeunes, le développement durable sont des thèmes que Maurice Gironcel défend, des arguments que je partage. C'est sa façon de faire qui m'a plu, il porte un discours avec lequel il est cohérent.

Quand il dit qu'il faut lutter contre le chômage, il débloque des contrats pour les jeunes, preuve que c'est un homme de parole et qui se donne les moyens pour débloquer les situations précaires des jeunes de Sainte-Suzanne.

Il n'y a qu'une seule candidature plausible et efficace pour notre commune c'est celle de Maurice Gironcel».

Nicolas, cité flamboyant



«Nou néna un bon maire pourquoi changer? li fé tout' pou la réussite de Sainte-Suzanne. Il y'a une politique nouvelle, celle qui laisse la parole aux jeunes.

Avec Maurice nous sent à nous écouté, il fait beaucoup pour les jeunes! tienbo largue pas! Je m'intéresse depuis un moment à la politique et mi retrouv'à mwin complètement dans les idées de Gironcel.

Soutenir sa candidature c'est une évidence pour moi, Maurice Gironcel c'est un choix réfléchi, qui porte sur des valeurs, celles la même qui amène à nous sur la bonne voie: la voie du développement et de la solidarité. Sainte-Suzanne lé promis à faire de belles choses pour les années à venir et c'est avec Gironcel que nou va continué la voie de la modernité avec ce cachet de ruralité.

Dans la vie pour pleins de défis y fo à nou des mentors, le mien c'est Gironcel car avec Langenier li fé de grandes choses pour Sainte-Suzanne ».

Réunion publique
avec
**Paul
Vergès**

**Ce soir
à 18h30**

La Possession

Changement climatique

Records de température en France



En France, les températures sont entre 5 et 10 degrés plus élevées qu'habituellement à pareille saison.

Paris a atteint son record, dimanche 9 mars, avec des températures de 20,7 et de 21,2 degrés au cours des dix premiers jours du mois de mars, a annoncé à l'Agence France Presse, Jérôme Lecou, prévisionniste à Météo-France.

Qualifiée de «vague de douceur inhabituelle pour la saison», ces températures très douces se sont traduites par 19,5° à Lille contre 17° en 1997, 22,2° à Orléans (20,3° en 1948), 21,4° à Tours (21,4° en 1981) et 19,8° à Cherbourg (16,4° en 1997). Une bonne partie des records du nord de la France ont été battus, ces derniers jours.

Un épisode «remarquable»

Même constat dans la moitié sud du pays, avec des températures maximales historiques pour un mois de mars de 21° degrés à La Rochelle, 22,2° à Limoges, 21,5° à Montauban et 24° à Biarritz. Pour le prévisionniste de Météo-France, «ce sont des températures clairement printanières, du mois de mai, et cela vient prolonger l'hiver remarquable que l'on a eu». En effet, des épisodes neigeux intenses et des pluies diluviennes ont paralysé de nombreux départements.

Normalement, en mars, les températures avoisinent entre 12 et 13 degrés au nord et entre 13 et 15 degrés au sud. Il s'agit donc là d'un épisode «remarquable» ou exceptionnel «dès que l'on est 9 ou 10 degrés au dessus des normales saisonnières» a-t-il indiqué.

De son côté, Stéphane Nedeljkovitch, prévisionniste à MeteoNews, le parallèle avec mars 2007 est «troublant», car il y a une «ressemblance avec l'hiver et le printemps 2007, quand nous avions, déjà, égalé les records de 1880». Ce dernier a expliqué au Nouvel Observateur que «les températures

sont très uniformes. Sur toute la France il fait entre cinq et dix degrés de plus que les températures normales de saison».

Le changement climatique

Stéphane Nedeljkovitch a d'ailleurs supposé que cette «vague de douceur» est révélatrice des changements climatiques. Cependant, «nous n'avons pas suffisamment de recul à cette heure, mais il est très probable que ces températures soient le signe du réchauffement climatique», a-t-il indiqué. Ajoutant que «c'est la première fois depuis que l'homme les mesure, que les températures sont si chaudes et si semblables à sept ans d'intervalle».

Le prévisionniste a indiqué qu'il «faudra attendre pour le savoir» car «cela ne fait que 20 ans que l'homme étudie les changements de la machine climatique. Ce que l'on sait, c'est que les courants maritimes régulent les températures».

Cette situation intervient à moins de 18 mois de la Conférence Internationale de Paris sur le Climat en 2015. Une conférence qui sera marquée par les hausses des températures relayées par les médias au cours des deux dernières années, et les récents rapports alarmistes démontrant l'aggravation de la situation climatique, si aucune politique commune n'est engagée rapidement.

Céline Tabou

Catastrophe de Fukushima

3 ans après : un bilan humain désastreux

Le 11 mars 2011, un tsunami a entraîné un important accident nucléaire dans l'ouest du Japon. Trois ans après la triple catastrophe: un séisme, un tsunami et un accident nucléaire, le Japon est encore en train de décontaminer la zone et de reconstruire.

Les conséquences du tsunami sur la centrale de Fukushima devraient persister durant quarante années, au cours desquelles, les autorités japonaises doivent faire face à d'importants défis comme la population exposée aux radiations, le stockage des déchets nucléaires et la précarité de la centrale de Fukushima Daiichi

Bilan humain inquiétant

La correspondante du journal «Libération» a fait état du bilan humain de la catastrophe du tsunami, où 15.884 personnes sont décédées et 6.100 ont été blessés. Sur le bilan officiel, 9.537 morts viennent de la préfecture de Miyagi. 2.633 individus sont toujours portés disparus et recherchés par des équipes de volontaires.

D'après une enquête du quotidien «Asahi Shimbun», cité par «Libération», dans les préfectures d'Iwate, de Miyagi et de Fukushima, 2.973 personnes sont décédées suite à de la fatigue physique ou psychologique, ou encore du stress, depuis le 11 mars 2011. Les conséquences de la radiation, ont conduit à du stress et des dépressions post-traumatiques chez 33,8% des garçons et filles âgés de 3 à 5 ans, d'après le ministère de la Santé.

De plus, des enquêtes mettent en avant une hausse des divorces, des familles séparées, de l'alcoolisme et des suicides, depuis trois ans. Au lendemain de la catastrophe, le gouvernement avait promis la construction de 30.000 logements, seul 3% ont été réalisés. Près de 267.000 personnes vivent encore dans des habitats temporaires et des préfabriqués.

Les antinucléaires toujours mobilisés

Dimanche 9 mars, des milliers de personnes ont manifesté à Tokyo à l'approche du troisième anniversaire de la catastrophe de Fukushima. Les manifestants antinucléaires se sont rassemblés dans le parc Hibiya au cœur de la capitale, à deux pas des ministères et autres bâtiments gouvernementaux, avant de marcher vers le Parlement, a expliqué l'Agence France Presse. Les manifestants ont dénoncé l'industrie nucléaire et le Premier ministre Shinzo Abe. «L'énergie nucléaire est une ressource de base importante», affirme à de nombreuses reprises, le Premier ministre conservateur

Shinzo Abe, pour qui «les réacteurs jugés sûrs devront être remis en exploitation». Arrivé au pouvoir fin 2012, son gouvernement a décidé de supprimer le projet du précédent gouvernement de centre-gauche de «zéro nucléaire» d'ici à 2040.

Yasuro Kawai a expliqué à l'AFP qu'il n'y a plus «aujourd'hui d'électricité d'origine nucléaire au Japon. Si nous poursuivons cette politique du zéro nucléaire et si nous faisons des efforts pour promouvoir l'énergie renouvelable et investissons dans les technologies à faible consommation d'énergie, il est possible de vivre sans le nucléaire».

40 ans avant la fin de la contamination

Entre 3.000 à 4.000 personnes travaillent tous les jours à Fukushima, «dans des conditions incroyablement pénibles», d'après les observateurs. Ils déblayent, installent des équipements, construisent un mur souterrain, retirent le combustible utilisé des piscines d'entreposage ou trient simplement les vêtements, chaussures, masques et casques.

Une zone est interdite sur un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale. Tout un espace agricole auparavant réputé pour son riz, son bœuf ou ses pêches est désormais contaminé depuis la fusion de trois réacteurs de la centrale de Fukushima Daiichi. En dépit des progrès réalisés sur une partie du site, le chaos persiste près des réservoirs d'eau contaminée.

La radioactivité est très importante dans les réacteurs détruits par le tsunami, si bien que les employés ne devraient pas s'y rendre d'aussi tôt pour décontaminer. D'après Dale Klein, ex-président de l'Autorité américaine de régulation nucléaire et membre d'un comité de suivi de la crise, la gestion de l'eau contaminée «n'est toujours pas satisfaisante», parce que «quatre pas en avant, deux en arrière» sont faits. Ce dernier a expliqué à l'agence de presse Reuters que «chaque nouvelle fuite d'eau ruine presque toute la confiance un peu regagnée». Les yeux se tournent vers Tepco, la compagnie détentrice de la centrale, afin qu'elle en fasse plus et plus vite. Car près de 450.000 tonnes de liquide radioactif sont accumulés dans 1.200 réservoirs disséminés sur le site.

Céline Tabou

Accord entre le Conseil et le Parlement

Le futur fonds de solidarité européen plus favorable aux RUP



Younous Omarjee, député de l'Alliance des Outre-mer au Parlement européen.

Actuellement à Strasbourg, Younous Omarjee, s'est félicité de l'accord trouvé sur la réforme du Fonds de Solidarité de l'Union Européenne (FSUE), très favorable aux Régions Ultrapériphériques. Voici son communiqué:

Seul français membre de l'équipe de négociation du Parlement européen sur cette réforme un accord informel favorable aux RUP a été acté entre les trois institutions européennes ce mardi 11 Mars, après des semaines de bataille. L'accord a été trouvé autour de l'amendement que le Député Omarjee avait proposé pour l'indemnisation des catastrophes naturelles (cyclones, tempêtes, ouragans,...) dans les RUP.

Le texte initial proposé au Conseil et au Parlement par la Commission européenne ne prévoyait aucun traitement spécifique à l'égard des RUP.

Lors des négociations, qui se sont déroulées à Bruxelles ces dernières semaines, le Député européen est parvenu, avec le soutien de l'équipe de négociation du Parlement, à convaincre le Conseil d'opter pour une solution plus protectrice pour les RUP : lors de la survenue d'une catastrophe régionale, le Fonds pourra dorénavant être déclenché dès que les dégâts évalués seront équivalents à 1% du PIB régional dans les RUP contre 1,5% pour les

autres régions de l'UE.

Jusqu'à ce jour les catastrophes régionales n'étaient pas formellement reconnues par la Commission européenne, il était uniquement précisé dans le texte qu'une attention spécifique devait être portée aux RUP. Dans les faits la Commission européenne retenait informellement pour l'indemnisation des catastrophes dans les RUP un seuil de dégâts situé à 1,5% du PIB régional (exemple du Cyclone Gamède de 2007).

A partir de 240 millions de dégâts

C'est une avancée pour les RUP. Tout d'abord ce critère chiffré permettra de simplifier et de clarifier les procédures. Dans les faits c'est à partir de 160 millions d'euros de Dégâts que le Fonds pourra être déclenché à la Réunion, alors qu'avec un seuil

situé à 1,5% du PIB il n'aurait pu être mobilisé qu'à partir de 240 millions de dégâts. Seuil qui pourrait faire la différence pour l'intervention de l'Europe suite au passage du cyclone Bejisa. Le Député appelle en ce sens « les autorités françaises à continuer rapidement le travail de chiffrage du cyclone Bejisa de la manière la plus détaillée possible, sans oublier les dommages subis par les filières agricoles et de la pêche ».

Pour Mayotte, devenue RUP le 1er janvier 2014 mais pas encore reconnue comme une région de type NUTS-2, sa situation a été également clarifiée et elle bénéficiera de ce Fonds dans les mêmes conditions que toutes les autres RUP.

«L'expression d'une solidarité indispensable»

« C'est une avancée pour nos territoires, en première ligne des changements climatiques, et toujours plus frappés par les cyclones, les sécheresses, ou menacés, comme dans la Caraïbe, par les tremblements de terre. Ce fonds ne résout pas tout, mais il est l'expression d'une solidarité indispensable et permettra aux RUP de se remettre plus facilement des catastrophes naturelles » a déclaré le Député européen.

Le Député s'est aussi félicité des autres avancées obtenues, « le délai de dépôt des demandes est relevé à 12 semaines contre 10 auparavant, ce qui dans le cas de Bejisa semble important, des avances de paiement seront versées et les États-membres disposeront dorénavant de 18 mois, et non plus de 12, pour utiliser le fonds » a-t-il ajouté.

À l'issue de ces négociations difficiles, il faudra désormais que le Conseil européen adopte cet accord cette semaine sans modification. Le Parlement européen devra lui valider définitivement cet accord trouvé en plénière le 15 avril.

« À Bruxelles le travail se poursuit et s'intensifie même avant le renouvellement du Parlement européen au mois de mai pour conclure les dernières négociations qui concernent directement les Régions d'Europe. Malgré le calendrier électoral français, la responsabilité oblige à ne pas désertier ce front pour ne pas faire perdre une chance aux Régions Ultrapériphériques » a déclaré Younous Omarjee.

Otè!

Mésyé Lurel, éstop in kou dann la mansonjri siouplé!

Na in kamarad la donn amoin in kopi diskour Paul Vergès la fé dovan lo séna lo vinn-sis fénriyé. In diskour bien rish, bien argimanté, zis sak i fo pou ésplik La Rényon lo bann san konprann nana dann gouvèrman. Pou bien ésplik l vé pa la politik di pir, li an parl la sir-réminérasyon avèk son bon koté épi èk son mové koté. Li signal bien linzistis sa la mète dann lo péi épi son linposibilité mète ali tousèl in politik dévlopman pou La Rényon. Konm i di dann mon famiy, nana Paul Vergès épi na lé zot; nana sak na in vizyon pou l'avni é sak i oi pa pli loin ké zot bout né.

Mi koné pa si Lurel la tèt té pa la kann Paul la kozé. Mi koné pa si li l'avé poin arien pou dir mèm si li a promète in vré révolisyon dann bann péi l'outre-mèr. In révolisyon nou la mèm pa vi lo promyé bout la tèt lo komansman. Tout fason, si Lurel té kapab révolisyone lékonomi dann l'outre-mèr, nou noré vi son kapab dann la Guadeloup, alé oir la-ba osi sé la kriz, é lo péi lé konm i di dann in kata-lépsi inkroyab... konm isi mèm.

L'èr-la, sé l'èr k'li di nout kamarad Paul, li pèsonèl épi lo gouvèrman lé pa pou siprime la sir-réminérasyon alé oir nout kamarad épi désèrtin shèf l'antropriz lé pour. In boug lé sour kan li vé pa antann; in boug lé avèk kan li vé pa oir. Nout kamarad la bien di la pa in n'afèr pou fèr dann dégré ni lé. An kontrèr li la domann lo gouvèrman pou li pa fé zékonomi la dsi pars va agrav ankor la kriz, pars va fé rokil ankor nout prodiksion. Boudikont ala sak mi pans: nout kamarad son manyèr pansé la touzour ète déformé, tèl fason k'i mète ali konm akizé, i déform son pansé, i fé dir ali lo kontrèr sak li di.

Mé kant mèm, in minis nora pi évit fé in kékshoz konmsa...Mésyé Lurel, arèt in kou dann la mansonjri siouplé!

Justin